



26 AVRIL — MUTUALITÉ — DE 14 A 24

DIX HEURES POUR L'ANARCHISME

T2137 - 398 - 4,00 F

le monde

ISSN 0026-9433

libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

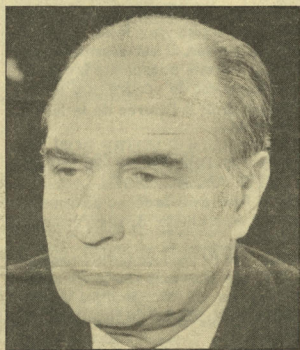
hebdomadaire

N° 398 JEUDI 23 AVRIL 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

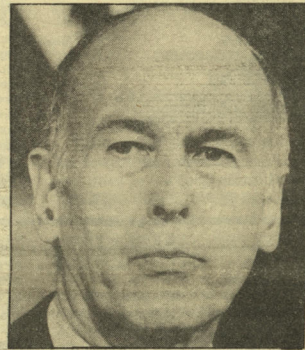
NOTRE SONDAGE:



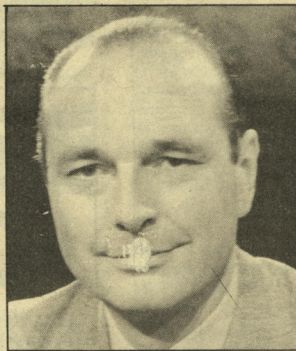
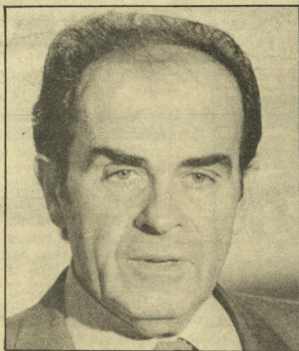
99%

D'ABSTENTION

au premier tour



**NI
GAUCHE**



**NI
DROITE**

IMPOSONS L'AUTOGESTION

Editorial

A un peu plus d'un mois de l'échéance présidentielle, la classe politique française est désormais en proie à la fièvre des veilles d'examens. Dans les états-majors, on bachote à qui mieux-mieux pour maintenir le tonus des militants au top niveau et surtout pour découvrir le « truc » susceptible de déclencher le déclin de sympathie chez l'électeur-examineur. Le problème ne consistant pas à obtenir la moyenne, mais de s'emparer de la première place, tout est pesé, réfléchi, analysé, en fonction d'un seul but : gagner.

Les grands élèves du gang des quatre connaissent la règle du jeu et s'y sont adaptés depuis longtemps.

Chacun d'eux, tout en étant arc-bouté sur sa propre copie, tente par tous les moyens de troubler ou de déconcentrer les autres. Dans une telle compétition, pour

avoir une chance de graver les marches du succès, il est en effet nécessaire de marcher sans hésiter sur ses amis d'hier et de demain. Les petits nouveaux et les éternels mongoliens de la politique sont quant à eux sans illusion. Tout au plus cherchent-ils à grignoter quelques voix pour éviter le zéro pointé. Au bout du compte, tout ce petit monde reste dans la limite de l'agitation studieuse. Seul un cancre dans le fond de la classe trouble la sérénité du moment en ricanant ostensiblement et en pinçant les fesses des petits besogneux. Ce cancre, ce mauvais élève de toujours, c'est la Fédération Anarchiste !

Et oui, une fois de plus, la Fédération Anarchiste se retrouve être la seule organisation politique d'audience nationale à ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle et à ne pas soutenir l'un des candidats déclarés. Mieux, non content de boudier la farce électorale, elle crache carrément dans la soupe en dénonçant la misère de l'électoratisme et en appelant à

l'abstention. Comme on le voit, le cancre ne manque pas d'air. Non seulement il ne révisé rien pour l'examen, mais en plus il appelle à le boycotter en demandant son abolition !

suite page 3

Prochain numéro :

supplément

4 pages élections

F° P 2520

en bref...en bref...

Quand la loi sur l'affichage illégal se retourne contre ses propres initiateurs, cela donne quatre tristes personnages assignés en référé par Brice Lalonde (l'écologiste parlementaire) : Giscard d'Estaing, Debré, Chirac et Mitterrand. Il en manque un, direz-vous ? Seule Brice Lalonde n'a pas impliqué Marchais qui, selon lui, ne pratique pas d'affichage commercial (est-ce une tactique révélatrice ? Le savez-vous ? Il a été débouté.

Dernièrement se sont déroulées diverses élections professionnelles. Il se dégage de l'ensemble des scrutins une progression timide de la CFTD, ceci au détriment de la CGT qui, toutefois, reste majoritaire dans l'ensemble des entreprises.

La CNT de l'étranger organise une journée d'affirmation anarcho-syndicaliste au cours de laquelle interviendront Juan Castillo de Malaga et Juan Gomez Casas de Madrid (en français). Les interventions seront suivies d'un débat. Le soir, partie musicale avec le Cuarteto Cedron, le dimanche 3 mai à 9 h 30, 33 rue des Vignoles, Paris 20^e.

Guy Mansuy, objecteur-insoumis à l'Office national des Eaux et Forêts comparait devant la 4^e chambre du tribunal correctionnel de Nancy (palais de justice), le 4 mai à 14 h 30. Télégrammes, lettres de soutien seront les bienvenus.

Depuis début avril, 80 ouvriers du carreau sur 125 que comptent les Houillères de Carmaux (Tarn) ne travaillent plus. Ils veulent en effet que la direction leur accorde le même protocole que les mineurs « du fond », jugeant que les conditions de sécurité sont inexistantes. Six mineurs ont donc comparu mercredi 15 avril, soutenus par plusieurs centaines de leurs compagnons. Ils sont accusés « de faire obstacle à l'accès aux puits et à la descente du matériel dans les mines ».

Le vendredi 24 avril à 13 h 30 se tiendra le procès d'Alain Carpentier, Marie Felkin et Yvri Deltrude. Tous trois squatters de la rue Villin, arrêtés le 19 mars, à la 23^e chambre correctionnelle de Paris. Ils sont inculpés d'outrages à agent. Afin d'éviter ce procès « exemplaire » et en réponse au harcèlement policier permanent dans le quartier, ils vous appellent à venir nombreux.

En faveur de 9 personnes poursuivies pour bombages antimilitaristes, tentative d'incendie dans un local du GUD et vol d'un dépôt de jouets qui ont été redistribués à des enfants, est organisé un gala de soutien au *Soleil dans la Tête*, à Champigny (94), 3, rue du D^r Charcot, le 24 avril à 21 heures. Entrée 20 francs. Musique assurée.

A la librairie 1984, débat-information sur les régimes et la répression en Amérique latine, samedi 25 avril, à 20 h 30 (22, bd de Reuilly, Paris 12^e).

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
Amis Lecteurs
Communiqué
Editorial (suite)
Compte rendu de meeting
PAGE 4
A Boulets Noirs
Droque, immigrés, nomades
Des prisonniers de Carabanchel...
PAGE 5
Les mythes de l'industrie de guerre
PAGE 6
Informations Internationales
PAGE 7
Livres, poésie, B.D.
PAGE 8
De la démocratie parlementaire...

Amis
Lecteurs

Depuis des semaines, la tronche des politicards de tout poil orne nos murs. Ils nous feraient rire si nous ne savions que l'un d'entre eux n'allait obtenir des millions de gens dont nous faisons partie. Ils nous feraient rire s'ils ne justifiaient ce pouvoir imbécile et dangereux sur le mythe du suffrage universel ; ce suffrage universel qui sert de prétexte au législateur pour empêcher les différentes composantes sociales d'exister, de penser, de produire, de s'affirmer ; ce suffrage universel qui n'est rien d'autre que l'usage des barbares qui, à défaut de raisonnements, se nomment des chefs suprêmes par acclamation. A-t-on jamais vu une quantité quelconque de suffrages traduire la pluralité des aspirations des différentes collectivités composant une société ?

Il faut arrêter cette mascarade suicidaire au plus vite. Tôt ou tard, nous le savons, un mouvement populaire mettra à bas le guignol-président élu quelques mois plus tôt. Lui n'aura plus qu'à fuir pour sauver sa tête. Mais nous, nous tous, nous aurons un monde à bâtir. Les cadres de la société autoritaire étatique en fuite, la révolution (c'est-à-dire l'ensemble des composantes sociales) devra bien gérer directement la production et la distribution, devra bien administrer directement ses villes et ses régions... Cela s'est déroulé ainsi dans toutes les révolutions. Mais il faudra aussi qu'elle soit suffisamment forte, qu'elle possède un projet suffisamment clair pour ne pas se faire abattre par une dictature militaire ou marxiste.

Le rôle présent des anarchistes est de démontrer partout et tout de suite qu'une société sans classes et sans Etat est réalisable, qu'une structure fédéraliste et autogestionnaire peut permettre le respect de la personnalité, des droits, des intérêts des innombrables collectivités de toutes sortes et de tous niveaux qui composent une société.

Tel est le rôle présent des anarchistes et de leur organisation : la Fédération. Une telle propagande, vous le savez, demande des moyens et des efforts que vous seuls pourrez nous apporter. Hier, vous nous avez permis d'obtenir cet élément indispensable qu'est notre *Monde Libertaire hebdomadaire*. Aujourd'hui, nous sommes en train d'acquiescer une librairie. Ce n'est pas parce qu'elle ouvrira le 1^{er} Mai que ce combat est gagné. En effet, il nous a fallu contracter un prêt qu'il nous faut aujourd'hui rembourser. Cette librairie nous permettra de diffuser sur la France entière une documentation fournie sur les idées anarchistes, nous permettra d'avoir des relations avec les organisations anarchistes du monde entier d'une manière plus efficace encore que nous le permettrait la rue Ternaux.

Le remboursement de cet achat ne doit pas ralentir nos activités. L'organisation de la fête du 26 avril à la Mutualité est la meilleure preuve de notre volonté de poursuivre sans arrêt le combat. C'est pourquoi, dans cette période de développement, votre soutien est plus que nécessaire, indispensable.

AIDEZ-NOUS DANS NOTRE COMBAT POUR LA PROPAGATION DES IDEES ANARCHISTES.

AIDEZ-NOUS A REMBOURSER LE 145, RUE AMELOT (PARIS 11^e).

SOUSCRIVEZ, DEMANDEZ-NOUS DES FORMULAIRES DE VIREMENTS AUTOMATIQUES.

Salutations anarchistes
Les administrateurs
P. BEDOS - H. TRINQUIER

COMMUNIQUE

Ne pas aller voter, c'est désavouer la classe politique sans son ensemble, c'est refuser en bloc d'accréditer l'ordre qui nous régit, pour préparer l'avènement d'une organisation sociale en dehors de toute tutelle de parti ou d'Etat. C'est boycotter la mystification, pour l'édification d'une société où tous et chacun peuvent recevoir en fonction des besoins et donner selon les moyens. Ce ne peut être à une minorité (même « universellement » suffragée) d'en décider, mais à tous, ensemble, et sur quelque plan que ce soit ; habitat : rue, quartier, commune... ; travail : atelier, entreprise, unité... ; associations libres, fédéralisme sans Etat, avec des mandats les plus précis et contrôlables possibles pour les délégués au service de leurs mandats.

Si nous savons l'interdépendance des groupes sociaux (régions, ethnies ou secteurs de production), nous voulons leur auto-détermination respectueuse et leur libre association.

Pour ce qui est de l'objection de l'utopie, rappelons simplement qu'elle fut un argument anti-républicain de dernier recours...

Voilà pourquoi nous n'élirons pas de président « de tous les Français ».

LE 26 AVRIL — A LA MUTUALITÉ
DE 14 A 24 H

DIX HEURES POUR L'ANARCHISME
VENEZ NOMBREUX

FÉDÉRATION ANARCHISTE

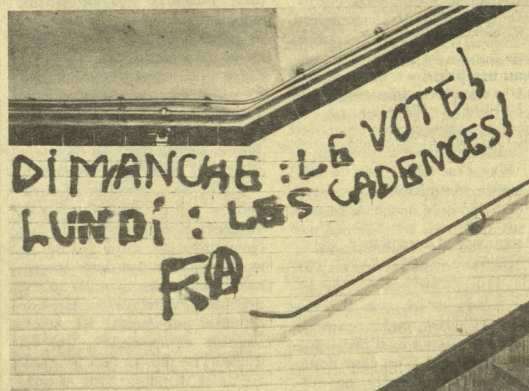
EDITORIAL

suite de la page 1

Pour le Français moyen qui pense que le droit de vote est un élément fondamental de l'édifice républicain et démocratique, l'abstention prônée par la Fédération Anarchiste est généralement mal perçue. Pour lui ceux qui refusent de participer à des élections libres permettant au pluralisme de s'exprimer ne peuvent être que des partisans de la dictature. Comme la FA a toujours combattu les dictatures de toutes sortes, la question se pose de savoir pourquoi elle a choisi une telle stratégie.

nes, que certains hommes en représentant d'autres. En ce sens, nous ne sommes pas des anti-électoralistes primaires.

Cela étant, nous n'acceptons pas qu'un homme seul représente l'ensemble de la société, surtout quand son mandat s'apparente au chèque en blanc et qu'il dure sept ans. Pour nous, la délégation de souveraineté n'est concevable que de manière collective et sur la base d'un mandat le plus précis possible, impératif, limité dans le temps et révocable et contrôlable à tout moment.



A cela, trois grandes séries de raisons. Tout d'abord, la FA dénonce la soi-disant égalité des chances entre les candidats. Il faut en effet voir les choses en face : tout est fait pour empêcher les petits candidats de faire entendre leur voix.

C'est ainsi que la nécessité d'obtenir les fameuses cinq cents signatures constitue un barrage politique, et le non-remboursement des frais de campagne dans l'hypothèse d'un score inférieur à 5%, un barrage financier. Dans ces conditions, le pluralisme relève pour l'essentiel de l'illusion. Pas question, donc, en joignant les figurants, de cautionner d'une manière ou d'une autre le racket de la représentativité orchestré de main de maître par les souteneurs du gang des quatre.

Ensuite, même si l'égalité des chances était chose réelle, cela ne suffirait pas pour autant à nous faire rentrer dans le rang. Nous refusons en effet le principe même d'une délégation totale de souveraineté pendant sept ans. Qu'on ne s'y trompe cependant pas ! Nous admettons parfaitement, vu la complexité des sociétés moder-

Enfin notre prise de position en faveur de l'abstention s'inscrit dans le cadre général d'une stratégie dominée par le refus de participer à la gestion du système politique, économique et social du moment. Peu nous importe, en effet, de perdre notre temps à essayer de réaménager le Vieux Monde au mieux des intérêts des exploités et des exploités. Au bout du compte, cela bénéficie toujours à la classe dominante qui est tout heureuse de céder sur le superflu pour pouvoir continuer à conserver l'essentiel. En clair, nous n'avons que faire de changer le capitaine ou bien la couleur des voiles de la galère sociale. Ce que nous voulons, c'est la suppression de l'état de galérien, et pour ce faire, nous avons la faiblesse de croire qu'il est préférable de détruire la galère plutôt que de réformer le système en mettant des rideaux aux fenêtres pour masquer les barreaux. Une fois cette destruction opérée et seulement à ce moment-là, nous pourrions alors, avec les débris et nos espoirs, construire la flotte de l'avenir. Une véritable armada de petits dériveurs sans galériens ni capitaines.

Compte rendu du meeting
du groupe Louise-Michel

Le meeting organisé le 14 avril à la salle de la Maison-Verte, dans le 18^e arrondissement par le groupe Louise-Michel a été un plein succès.

Tout à tour, trois orateurs, Roland Bosdeveix, Gaetano et Maurice Joyeux expliquèrent à travers l'histoire et aussi la situation économique actuelle, les raisons de notre abstentionnisme. Ce meeting fut suivi d'un débat animé et intéressant.

Entre 150 et 200 personnes étaient présentes, auprès desquelles nous nous excusons de l'absence de Philippe Val, qu'elles pourront d'ailleurs applaudir à l'Olympia, le 28 avril où il passera avec son compère Patrick Font. Val fut remplacé au pied levé par un spectateur, Philippe Moisson, heureusement muni d'une guitare, qui fut chaleureusement applaudi et que nous remercions.

Groupe Louise Michel

ARMÉE

Les mythes de l'industrie de guerre

CONTRAIREMENT à l'enseignement officiel, la France n'a jamais été une nation particulièrement pacifique. Depuis le « caprice » de ses rois jusqu'à l'« assistance », à la mode afghane ou vietnamienne, le Français parade à travers le monde à la recherche de volées bien méritées. Certes, le Français ne « vote » pas la guerre ni même la force de frappe puisqu'on ne lui demande pas son avis, mais son admiration des pa-

l'exportation, et les 25 milliards de commandes enregistrées portaient sur des matériels aéronautique (76%), terrestre (17%) et naval (7%). Au cours des années 70 (2), la France a vendu 10% de toutes les armes vendues dans le monde, derrière les USA (45%) et l'URSS (27%). Depuis 1975, la France est au premier rang mondial des ventes d'armes par habitant. En matière de ventes d'armes, la France n'a de leçon à recevoir de personne (R.

mais une commande de 1 000 mirages leur a été refusée, de peur de déplaire à l'URSS. A quand Marchais ambassadeur à Moscou ?

D'après l'Annuaire 1980 du SIPRI, nous avons vendu des armes à 38 pays en 1979, lesquels, lorsqu'ils ne sont pas des pays pétroliers, sont des pays pauvres — donc peu menacés — ou dictatoriaux et menacés... de l'intérieur.

D'après une pièce de G.B. Shaw, le fabricant d'armes Undershafft, dont la première fille, Barbara, est major dans l'Armée du Salut, fait cette prière : Pour assurer notre surplus quotidien, aidez-nous à vendre toutes les armes possibles à qui pourra en donner un prix honnête, sans soucis des personnes ni des principes... au dictateur et au révolutionnaire, au capitaliste comme au communiste, au protestant et au catholique, au gangster et au policier, au blanc, au noir et au jaune, quelles que soient leurs conditions, leurs croyances, leurs folies, leurs causes et leurs crimes, pourvu qu'ils paient.

Les mythes de l'industrie de guerre

• L'armement, « moteur » de l'économie, crée des emplois. Certes, mais la fabrication des yoyos aussi. Dans *Le Monde* du 9/11/76, J. Grapin écrit : Aux USA, il a été démontré que l'économie de guerre (développée pour le Vietnam) a d'abord donné un coup de fouet, mais a ensuite nuï à la compétitivité des firmes concernées et a stérilisé des ressources qui auraient pu être employées autrement. D'après *Le Courrier* de l'Unesco (avril 1979, page 26), lorsque le gouvernement US dépense 1,3 milliard de dollars d'impôts dans l'armement, il crée 100 emplois, dans un programme civil 132 emplois, et s'il allège d'autant les impôts, il en crée 154.

• La recherche militaire, « moteur » du progrès technique. D'après le rapport Hannoun (cité par *New Scientist* du 1/11/79, page 333), couvert par le secret militaire, plus de 50% des fonds publics de recherche et développement sont partagés en six compagnies (CGE, CII-HB, Dassault, Empain-Schneider, SNIAS et Thomson-CSF) ne représentant que 10% de la valeur ajoutée industrielle, 10% de l'emploi, 11% des exportations et 2% des investissements. Des historiens (3) US ne trouvent que deux cas de retombées civiles de recherches purement militaires : le forage des cylindres de machine à vapeur dérivé du forage des canons et les vaporisations de parfum dérivés des vaporisateurs de gaz toxiques. En revanche, l'injection forcée dans la société civile de la technologie développée à grand frais à des fins militaires (nucléaire, supersonique, informatique et autres) suscite les rejets que l'on connaît. D'autres mythes de l'industrie de guerre ont été bien résumés par le député UDF H. Germain en 1963 (J.O., débats Ass. Nat. 23/1/63, page 1545) : Par suite de la qualité de son matériel, de son dynamisme, de la compétitivité de ses prix de revient, notre industrie aéronautique avait pris ces dernières années une place enviable sur les marchés extérieurs... Du maintien de cet état de choses résulterait l'allongement des séries, de rentrées importantes de devises et le développement de notre influence technique, voire politique dans de nombreux pays.

En 1963, nous avons exporté 2,13 milliards de francs d'ar-

mement, et nous en exportons douze fois plus aujourd'hui. Qu'en est-il des résultats ?

• Une place enviable sur les marchés extérieurs : nous envions encore plus l'Allemagne et le Japon.

• Les longues séries font baisser les coûts unitaires pour l'armée française. Mis à part l'objection morale à faire payer notre défense par les pays pauvres, on fera trois remarques : d'après *Le Monde* du 20/3/76, des 1 500 Mirages III vendus au 1/10/76, les exportations seules avaient remboursé 50 fois le prix de recherche-développement ; d'après *Le Theule* (*Le Monde* du 23/11/75) : L'expérience montre que, pratiquement, ne se vendent que les matériels dont se dotent nos propres forces. Comme on ne connaît pas a priori la longueur des « séries », les achats français doivent rembourser le prix des études. L'armée française, dont les besoins sont, paraît-il, plus « sophistiqués », doit-elle acheter le Mirage-4000, conçu pour le Tiers-Monde, à seule fin de plaire à Dassault ? Le commerce prime-t-il sur l'objectif-défense ? Une défense, basée sur la dissuasion nucléaire véhiculée par missiles, a-t-elle besoin de tant d'armes classiques, inutiles sinon pour amuser des militaires atardés ?

Le gain de devises : 5% de nos exportations... Renault fait 4 ou 5 fois mieux que Dassault. Quant à notre influence... D'accord, Bokassa est « notre parent », mais il n'y a pas de quoi paviser. En revanche, je cite à nouveau J. Grapin : Indépendam-

The French Connection

Du strict point de vue de la Défense nationale, dont il y aurait beaucoup à dire, ne serait-il pas plus sage d'aider les autres pays à sortir de leur misère, plutôt que de leur distribuer des armes ou les moyens de faire des armes nucléaires ? Certains chefs mégalomanes appauvrissent leur pays par des achats d'armes inutiles qui leur procurent — telle la drogue — l'illusion de la puissance (le Shah d'Iran). Une telle folie, ajoutée à la misère de la population frustrée de ses besoins essentiels, conduit droit à des conflits dont on sait seulement où ils commencent. L'idéal inavoué serait une guerre d'usure entre deux pays pétroliers riches — l'Irak et l'Iran, par exemple — dont nous serions les fournisseurs exclusifs. Mais si les deux grands s'en mêlent ?...

Je ne m'étendrai pas sur le problème moral, le pape qui donne une médaille au père de la bombe à neutrons le fait beaucoup mieux. Certes, il est peut-être vrai que si nous ne vendons pas d'armes, d'autres le feront à notre place, mais on peut utiliser le même argument pour justifier n'importe quel forfait. En particulier, je n'ai pas trouvé un seul argument contre les marchands de drogue qui ne s'appliqueraient pas exactement aux marchands d'armes. Les pays qui cultivent le pavot sont pauvres et n'ont apparemment guère que cette seule ressource rentable, les marchands y trouvent une source de profits rapides, voire même



cifistes comme Jaurès ou Lecoin est loin d'égaliser celle qu'il accorde aux bravaches morts dans leur lit dont les noms souillent nos rues. D'après l'Annuaire du commerce des armes de feu la SDN, nous étions avant-guerre (1) parmi les six producteurs d'armes et, si les Français dans les Dardanelles se plaignaient d'être bombardés par des « 75 » aux mains des Turcs, rappelés que Basile Zaharoff, le grand marchand d'armes de l'époque, recut la grand croix des mains de Clémenceau.

La France continue d'entretenir la 4^e armée du monde après l'URSS, la Chine et les USA (P. Messmer, Défense nationale, janvier 77, page 149).

Si l'on mesure la militarisation d'un pays au pourcentage des ressources qu'il consacre à l'armée, la France est un des pays les plus militarisés du monde, à l'exception de pays directement menacés comme Israël. Non seulement nous entretenons proportionnellement autant de soldats que les USA ou l'URSS, avec ce que cela comporte de gaspillage, mais nous nous offrons le luxe d'une force de frappe dont tout ce qu'on puisse espérer est qu'elle ne servira jamais.

D'après le projet de loi des finances (Ass. Nat. n° 1979, le s° 1980-81, Cabanel, page 3), en 1981, le PIBm serait de 2 700 milliards et le budget militaire de 123 milliards de francs, soit 4,6% du PIBm. Pour chacun des 17,5 millions de salariés, le budget militaire représente donc en moyenne un impôt direct ou indirect annuel de 7 000 francs, soit près de deux mois de salaire moyen. (La Liberté ou la mort. Tourrain, député RPR du Doubs, ASS. Nat. n° 1730, 2^e s° 1979-80, page 315).

Hors pensions, le budget militaire 1981 est de 105 milliards dont près de la moitié serviront à l'achat d'armes. La fabrication des armes en France emploie directement 300 000 personnes (arsenaux (25%), secteur nationalisé (25%), privé (50%)), et indirectement au moins 500 000 personnes comme fournisseurs ou sous-traitants. Un tiers du total travailleraient pour l'exportation.

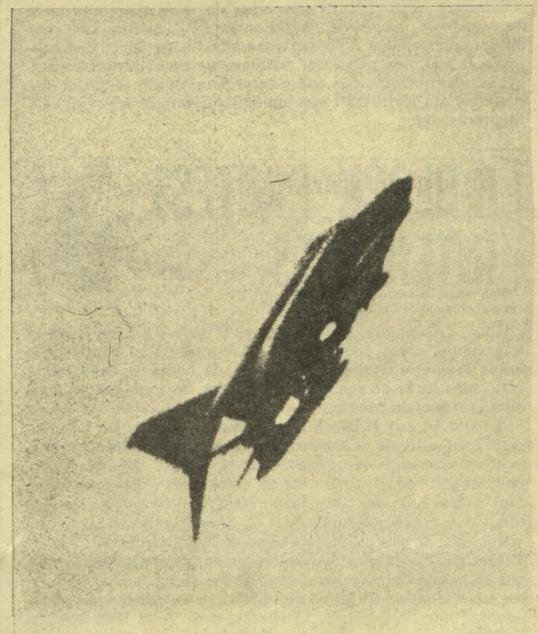
Nos ventes d'armes à l'étranger sont passées de 1 milliard en 1960 à 25 milliards en 1980, soit environ 5% du total de nos exportations. En 1979, la France a produit 51 milliards de francs d'armes, dont 21 milliards pour

Barre, en Autriche, *Le Monde* du 28/9/80).

L'activité « armements » varie selon les années et les entreprises : arsenaux et Panhard (100%), SEP (90%), Dassault (80%), SNPE et SNECMA (70%), SNIAS (60%), Matra et Thomson-CSF (50 à 60%), Luchaire et CII (30%), etc. Comme dans tous les autres secteurs, le gouvernement impose la production la moins rentable aux entreprises nationalisées et les profits sont invariablement plus élevés dans les entreprises privées. Par exemple, en 1977 et 1978, la SNIAS (le contribuable !) a perdu plus d'un milliard, tandis que Dassault faisait près de 400 millions de bénéfices. Aujourd'hui, Dassault fait plus du million de bénéfice par jour ouvrable : 245 MF en 1978 et autour de 270 MF en 1979. Sous le titre *Les Dividendes du réarmement*, *L'Expansion* du 18/4/80 écrit : Au total, deux mirages sont exportés chaque fois que l'armée française en commande un, et cela depuis 15 ans ! Cette proportion prend tout son sens quand on sait que les marges pratiquées à l'exportation sont sans commune mesure avec celles — déjà juteuses — réalisées sur le marché intérieur. Dans le même article, parmi les dix premiers vendeurs d'armes « sophistiqués » mondiaux, quatre sont français, Dassault arrive second derrière Lockheed, célèbre pour ses pots de vins. D'après l'Annuaire 1980 du SIPRI (pages 75-77) : Dassault emploie directement ou indirectement 60 000 personnes (sur un total propre de 16 000 employés), et Dassault développe le nouveau Mirage-4000 exclusivement pour l'exportation vers le Tiers-Monde.

Croyez-moi, si je vendais des armes à la manière des gouvernements, je me retrouverais en prison pour toujours (Sam Cummings) *Inter*. Herald Tribune, 4 mars 1978).

Parmi les heureux récipiendaires de ces produits du génie français, citons : au Moyen-Orient, où depuis 1967 le marché israélien a été échangé contre le marché arabe plus lucratif, notre meilleur client est l'Irak qui nous livre aussi 1/4 de notre pétrole. Après celui d'Israël et ceux d'Afrique du Sud, nous construisons en Irak le réacteur nucléaire « Osirak » fonctionnant à l'uranium-235 de qualité militaire (pur à 95%). En Extrême-Orient, le marché chinois est prometteur,



ment des risques politiques (importants) que cela suppose, la France accepte aussi de nombreux risques économiques. Sans parler de risques immédiats... qui l'obligent à cautionner financièrement des opérations dont il pourrait se dispenser d'assumer la responsabilité, ou à « couvrir » des mouvements de fonds internationaux dont la connaissance risquerait fort d'emporter la réputation publique... Quand l'exportation des armements n'est plus l'instrument de la politique étrangère, mais que c'est la politique étrangère qui se trouve au service du commerce des armes, il est temps, en effet, d'y regarder de plus près.

d'influence, tout à fait comparable à celle des marchands d'armes aux dépens éventuellement de la santé de leurs propres enfants.

Y. Le Hénaff

Bibliographie

- (1) The private manufacture of armaments, P. Noël-Baker, prix Nobel de la Paix, Dover 1972.
- (2) Annuaire 1980.
- (3) B et F Brodie, From Crossbow to H-Bomb, Indiana Univ. Press, 1973.



informations internationales



A

Textes pr

I L s'agit d' portant et réfléchir. ne Cabet, qui p pe du communis que, s'embarque que afin d'y fond nauté socialiste est connu. Son en Icarie, qui est société commun célèbre. Il a pa les actions révol ont fini par ven monarchie bourg Philippe. Il sera la suite, avec rant, comme le marxisme en Fra

Le corps de l' titué par le réci deux ouvriers quelques années joindront Cabet pour participer Celle-ci, victime tions du systèm Des clans se form avec violence ! Il en être autrement

Le communis un communisme té. Son régime à ce que furent tés religieuses, du savoir et de jouent le méri lisation que l' chique d'un syst classique. Proud bien le défaut d parti de Cabet e Marx, aboutira vietique, a écrit phétique qui don sa clairvoyance être de ce bon s le conduit à pla la liberté en tête lisme libertaire.

« La commun sieur Cabet) n'est se que l'exaltatio glorification de la géniale si on se r litique des comm tre temps. Ou en nant les Icarieus huitres attachées le rocher de la fra

Icarie fut un seront plus tard tes ces tentatives

LA TA



Jan Bervoets

HOLLANDE

UN DÉBUT D'ANNÉE CHAUDE !

EN Hollande, l'année 1981 a bien commencé : les bons citoyens obéissant aux vœux du gouvernement sur l'économie de l'énergie reçoivent aujourd'hui la récompense : l'augmentation du prix de l'électricité de 120 francs par an, puisque les centrales ont un surplus de capacité et y perdent... C'est une de ces mesures que le gouvernement prend afin de renforcer la confiance.

Contairement à la France, la fièvre des élections ne va pas si loin, on n'en apprend rien. Il n'y a que le silence. Seulement, les Kraakers et les antimilitaristes poursuivent leurs activités.

Le 7 janvier, l'organisation antimilitariste Onkrut occupa le centre d'information de l'armée à Hengelo, assistée par le comité d'objecteurs VD. Ils jetèrent les papiers et les affiches de propagande de l'armée par les fenêtres et y mirent le feu. Les flics furent rapidement alertés et arrêtèrent 21 personnes après les matraquages usuels.

Le 5 et 6 janvier, les Kraakers occupèrent le dernier bâtiment ancien sur le Waterlooplein à Amsterdam, en attaquant la collaboration de la commune avec les spéculateurs. C'est là que se situera la nouvelle mairie, avec une salle d'opéra. Mais ce projet coûteux ne laisse plus d'espaces pour la création de maisons habitables. L'occupation fut symbolique : les flics évacuèrent les Kraakers, et le bâtiment fut démolit aussitôt.

Lundi 19 février, les occupants du centre de conscription de Almelo ont été condamnés à un mois de prison. En attendant, des centaines de personnes ont manifesté devant le palais de justice à La Haye. Le verdict fut très lourd puisque les participants étaient des membres d'Onkrut et des objecteurs qui faisaient une action d'ensemble. La réponse fut claire. Il y eut non seulement une manifestation devant le palais de justice suivie d'une bagarre avec la police, mais aussi une nouvelle occupation d'un centre de conscription, le vendredi 23 janvier à Hengelo. Il est clair que cette lutte contre des centres de propagande militaire atteint directement la renommée de l'armée dont le recrutement de militaires professionnels représente un danger. Après des dizaines d'insoumis dans les prisons, on doit s'attendre à un accroissement des incarcérés antimilitaristes.

L'appareil judiciaire est également remis en cause en matière de nomades. Quelques dizaines de nomades non enregistrés entrent au mois de décembre aux Pays-Bas, cherchant un endroit pour s'installer. Ils furent congédiés par quelques communes et le gouvernement prit la décision de les expulser. Dans le même temps, ils furent reçus par l'Eglise Moses et Aaron à Amsterdam, à l'approche de Noël. Depuis, ils reçoivent une demeure temporaire à Almere, mais après les fêtes, le ministère de la Justice se décida en faveur de leur expulsion. Les nomades quittèrent Almere et se rendirent en Allemagne, mais ils furent stoppés aux frontières : ils n'étaient pas admis. Même histoire en Belgique.

Mais, puisque la frontière hollandano-belge connaît quelques centaines de mètres de No Man's Land, ils furent également chassés par la douane hollandaise quand ils s'en retournèrent. Telle était la situation d'alors. Le vendredi 16 janvier, la police les arrêta et les mis en prison après des fouilles sérieuses qui faisaient penser à celles de la Bande à Baader. Ils furent enfermés à Middelburg et à Zwolle. Or, le juge de Middelburg dut déclarer leur mise en liberté immédiate, puisque, l'ordre formel d'expulsion ne venant pas, ils ne pouvaient être retenus. Tout le monde attaqua les actions brutales, sauvages et illégales de la police et on se rappela la persécution des nomades par les fascistes. Samedi 24 janvier, il y eut une manifestation de 3 000 personnes à Amsterdam contre cette persécution et pour la libération des nomades à Zwolle. Le sous-ministre de Justice, responsable des Affaires étrangères, ne fit qu'insister sur ce caractère social, voire criminel, des nomades. Les parlementaires demandèrent des preuves qu'ils ne reçurent point. Néanmoins, une majorité de la Chambre approuva la conduite du ministre « par principe », l'opposition social-démocrate incluse ! Mais cette conduite n'empêcha que le ministre dut attribuer, ne serait-ce que temporairement, un terrain aux nomades qui, depuis déjà deux mois, se trouvent sans aucune place stable.

Lundi 23 février, la maréchaussée évacua, à l'aide de quelques conscrits militaires et des brigades mobiles avec des gaz lacrymogènes et des matraquages sanglants, des milliers d'occupants non-violents de quelques immeubles dans le centre de Nijmegen. Ainsi, le maire

espérait venger la démocratie parlementaire et les intérêts du commerce contre les revendications des jeunes pour le maintien des habitations. La défense des Kraakers était fondamentalement non violente. Les matraquages de la maréchaussée, contre lesquels aucune plainte n'est prévue par la loi, provoquèrent l'indignation de toute l'opinion publique. Remarquons que les ordres capuciens, jésuites, dominicains et d'autres organisations du clergé se pressèrent d'envoyer quelques lettres de protestation contre ce manque de charité de la part d'un parti catholique... Mais ce qui est plus important et fit vraiment frémir le maire et ses adhérents, c'était que cette évacuation fut suivie d'une série de manifestations qui durèrent du lundi jusqu'au jeudi soir, manifestations défendues, mais attendues par 10 000 personnes. Un journal à sensation écrit : « La ville était couverte de gaz lacrymogène des brigades mobiles ; pas une vitre des grands magasins fut épargnée ». Le jeudi, le conseil communal tint sa réunion dans la salle de l'université. Ce bâtiment fut assiégé et mis à sac par 17 000 personnes. Le fait seul que la mairie eut affaire à 20% de la population active de la ville fit sensation, mais ce fut une sensation qui s'accrut lentement dans les commentaires. Il y eut aussi les petites affaires : un flic blessé par la brigade mobile comme manifestant en faveur des Kraakers, un autre flic fut licencié à cause de ses protestations contre « l'aspect fasciste » de ces brigades, les commentaires sur l'abstention dans les élections communales qui représente plus de 50% dans quelques quartiers ouvriers.

Dans le scandale de Nijmegen, tous les partis politiques sont impliqués. Les bâtiments habités durent être remplacés par un parking qui faisait partie d'un projet social-démocrate. Ce projet approuvé est maintenant maintenu par un régime chrétien-démocrate et libéral, deux partis jadis opposés. Et les sociaux-démocrates, étant aujourd'hui dans l'opposition, demandent la démission du maire, le tenant responsable de ce projet. Or, le parking est coûteux et superflu. Seuls les grands commerçants en profitent. Après le jeudi 26 février, tous les partis s'empressèrent de réviser le projet, rendant ainsi superflues l'évacuation des habitants et la démolition. Résultat : des terrains vagues dans le centre ville.

BLOC-H



La lutte dans les H. Block

Nous avons reçu une lettre d'un détenu irlandais emprisonné dans un H. Block de Long Kesh. Cette lettre étant écrite sur une feuille de papier à cigarette, la traduction est hésitante...

Camarades,

La perfidie et le double jeu ont toujours été les valeurs sûres de l'Angleterre, lorsque celle-ci s'est trouvée confrontée à la défaite. L'histoire a assisté à d'innombrables exemples de la trahison de ces ennemis peu scrupuleux.

L'actuel combat épique dans les H. Block, des prisons peut être rangé dans cette liste. L'Angleterre a utilisé tous les moyens les plus vils pour écraser la résistance des Républicains et mener sa politique de criminalisation, y compris la trahison.

Un court et clair exposé de l'histoire des H. Block apportera à tous une meilleure compréhension de la situation actuelle.

En mars 1976, l'Angleterre tenta de discréditer aux yeux du monde la guerre de libération et de dépolitiser ce conflit qui oppose l'IRA à l'impérialisme de l'Angleterre. Elle supprima le statut de prisonnier politique pour tous les prisonniers qui seraient condamnés après cette date, et mit au point une machine qui torturerait systématiquement tous ceux qui oseraient résister.

H-BLOCK PROTEST INTENSIFIES



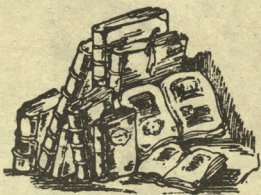
Nous, prisonniers, commençâmes à arriver à Long Kesh et à Armagh, après avoir traversé une succession d'interrogatoires spéciaux (torture), un procès de comédie devant une cour sans jurés et une série de sévices de tous genres pendant le renvoi du procès.

A l'arrivée aux H. Block, les hommes comme les femmes reçurent l'ordre de se conformer à cette appellation de criminels, ce que nous refusâmes, bien entendu, de faire. Alors, on nous jeta nus dans des cachots et tous nos droits fondamentaux d'êtres humains nous furent niés. Nous avons été les victimes d'incessantes brutalités et de déshumanisation (et nous continuons de l'être). Nous avons enduré toute cette cruauté à l'état pur autant que c'est humainement possible. Mais après quatre ans et demi, nous avons été forcés de recourir à l'arme terrible qu'est la grève de la faim, pour briser la position adoptée par l'Angleterre. Cinquante-trois jours d'un soutien croissant eurent ce résultat : enfin, c'est ce que tout le monde pensait : les Anglais donnèrent une garantie personnelle aux grévistes de la faim en déclarant qu'une juste solution ressortirait de négociations. Un document détaillé fut présenté, qui devait constituer la base des accords. Aussi, nous arrêta-mes notre grève de la faim. L'Angleterre, sentant que la pression était tombée, ne s'estima plus obligée d'honorer ses engagements. Cette trahison est la cause de la seconde grève de la faim dans les H. Block.

Mais nous gagnerons le combat !

Gérard Jackson, prisonnier républicain
H. Blocks 3, Long Kesh





Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

ALLONS EN ICARIE

Textes présentés par F. Rude

Ed. L'Empreinte du Temps

Il s'agit d'un ouvrage important et qui doit faire réfléchir. En 1848, Etienne Cabet, qui passe pour le pape du communisme de cette époque, s'embarque pour l'Amérique afin d'y fonder une communauté socialiste intégrale. Cabet est connu. Son roman *Voyage en Icarie*, qui est le plan d'une société communiste, l'a rendu célèbre. Il a participé à toutes les actions révolutionnaires qui ont fini par venir à bout de la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe. Il sera considéré par la suite, avec Victor Considérant, comme le précurseur du marxisme en France.

Le corps de l'ouvrage est constitué par le récit du voyage de deux ouvriers grenoblois qui, quelques années plus tard, rejoindront Cabet en Amérique pour participer à l'expérience. Celle-ci, victime des contradictions du système, se détériore. Des clans se forment, s'opposent avec violence ! Il ne pouvait pas en être autrement.

Le communisme de Cabet est un communisme de l'uniformité. Son régime ressemble assez à ce que furent les communautés religieuses, où la hiérarchie du savoir et de l'autorité morale jouent le même rôle de centralisation que l'autorité hiérarchique d'un système capitaliste classique. Proudhon, qui avait bien le défaut de ce socialisme parti de Cabet et qui, à travers Marx, aboutira à la Russie soviétique, a écrit cette phrase prophétique qui donne la mesure de sa clairvoyance et même peut-être de ce bon sens paysan qui le conduisit à placer l'homme et la liberté en tête de son socialisme libertaire. Ecoutez-le : « La communauté (de monsieur Cabet) n'est pas autre chose que l'exaltation de l'Etat, la glorification de la police ! » Vue géniale si on se reporte à la politique des communistes de notre temps. Ou encore, condamnant les Icarieus : « A être des huitres attachées côte à côte sur le rocher de la fraternité ».

Icarie fut un échec, comme seront plus tard des échecs toutes ces tentatives de communau-

tés, de coopératives de production inscrites dans un environnement capitaliste, comme seront des échecs toutes les tentatives d'autogestion proposées par des politiciens dans le cadre d'une société de profit. Et cela s'est vérifié d'Icarie à Lip en passant par toutes les expériences communautaires de l'histoire. Ce livre est important parce qu'il nous fait voir tout ce qu'il ne faut pas faire !

Les communautés ont toutes le même point de départ : l'échec d'un mouvement révolutionnaire classique. Celui de la révolution de 1848 pour Cabet et ses amis. Celui de la révolte de la jeunesse des écoles en 1968 qui aboutira à des communautés éphémères qui sont toutes mortes aujourd'hui. Le raisonnement de leurs fondateurs est toujours le même !

Les hommes ont refusé de livrer le combat pour la révolution ! Alors nous irons plus loin, autre part, pour construire un petit morceau de socialisme bien à nous. Avec l'espoir que ce socialisme-là, on le construira en faisant l'économie d'une révolution ! Tu parles ! Comme si en dehors de la bourgeoisie qui défendra son os par tous les moyens, la pression des habitudes qui a façonné le réflexe des hommes ne sera pas le pourrissoir qui désagrègera la communauté !

Je l'ai dit maintes fois dans notre journal et je ne cesserai de le répéter, le socialisme sous n'importe quelle forme n'est pas un préalable à la révolution, mais son fruit, et dans le cadre d'un système, la communauté n'a que deux voies : ou bien elle déperit sous la pression du milieu, ou bien elle se transforme en ce système de contraintes monstrueuses que l'Icarie laissait supposer et que la Russie soviétique confirme. Et une fois de plus, c'est Proudhon qui avait raison !

Il faut lire ce livre. Il peut vous faire comprendre toute la différence qui existe entre le socialisme utopique de Cabet et de son école, et le réalisme révolutionnaire des anarchistes.

Maurice JOYEUX

Ce que la langue continue (fable)

par Claude Margat
Ed. J. M. Laffont

Le poète est à la littérature commerciale ce que le révolutionnaire est à la politique politicienne : un empêchement de roter en paix. Son langage irrite et dérange ceux qui ont fait leur trou dans le gruyère de l'insipide ou dans celui de la complaisance servile. Au fond, ce que l'on reproche au poète, c'est de fouiller sans relâche le conscient et l'inconscient, le visible et l'invisible, l'audible et l'in audible, et d'attiser par là même le sens critique, la révolte et l'espoir. L'amour passionné de la vie qui sourd de la poésie vraie suffit à rendre fou d'inquiétude les maîtres du monde de la survie. Sait-on jamais ! Si d'aventure l'anesthésie diminuait d'intensité, les tubes digestifs à deux pattes, consommateurs tristes de marchandises et d'idéologie, pourraient, contaminés par le bacille de la poésie, sortir de leur léthargie et reprendre peu à peu goût à la vie. L'angoisse !

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le poète soit un mal aimé. Tout est bon pour le réduire au silence ou au chuchotement. Au royaume du profit, on étouffera sa voix sous prétexte de non-rentabilité. Dans celui des goulags, on lui offrira le choix entre le carcan du « réalisme socialiste » ou les espaces infinis de l'hôpital psychiatrique. Au bout du compte, on s'arrangera toujours pour l'empêcher, par un moyen ou par un autre, de s'exprimer librement ou, plus subtilement, on le laissera éjaculer ses mauvaises manières devant un public restreint.

Claude Margat, sa vie le prouve, n'a jamais triché avec ses convictions. Il a fait tous les boulots pour n'être pas réduit à écrire en fonction des modes. Il a su garder intacte sa liberté créative et c'est chose rare. Reste l'obstacle du public, mais il sera levé à coup sûr. Ce livre devrait y contribuer, car à bien des égards, il est beau comme un soleil. Les mots, les phrases s'enlacent et s'entrechoquent en un ballet parfois déconcertant, mais toujours envoûtant. L'amour, la haine, l'espoir, le désespoir, la quête insatiable de l'authentique... la vie tout bêtement, exposent à chaque page. Un véritable arc-en-ciel dans la grisaille des besogneux de la rime. Un rayon de soleil auprès duquel, vous verrez, il fait bon se chauffer le cœur !

Mato-Topé

NOTE DE LECTURE

L'Acharnement ou la volonté d'erreur judiciaire

par Roger Knobelspiess, préface de Claude Mauriac
Edition Stock

APPÊL au secours d'un camarade ! Souffrance d'un frère ! Hurllement de rage d'un homme broyé par le système pénitentiaire ! Détresse d'un individu laminé par l'humiliation ! Cri de révolte d'un écorché vif ! Rugissement superbe de dignité et d'espoir ! Le livre de Roger Knobelspiess est tout cela à la fois. C'est une plaie ouverte, une blessure terrible, sanguinolente, mais également palpitante de vie. Un témoignage bouleversant. Celui d'un homme qui, à 33 ans, a déjà passé 12 ans en taule pour une agression qu'il n'a pas commise.

Qu'on ne s'y trompe cependant pas ! Si le vécu éclate dans ce livre au point d'en être obsédant, si les mots et les phrases prennent aux tripes jusqu'à les nouer de dégoût et d'indignation, et si l'on est saisi à chaque page par l'envie frénétique de tout casser pour faire cesser le cauchemar qui nous est rapporté, ce bouquin n'en est pas pour autant un simple cri de haine et de révolte. Par la cohérence féroce des analyses qui surimpressionnent sans cesse un vécu dramatique et pathétique, c'est également et surtout un plaidoyer fantastique pour la révolte et la révolution sociale. Roger Knobelspiess, en effet, ne se contente pas de crier son innocence, il cherche à comprendre le pourquoi et le comment de l'erreur judiciaire dont il est l'objet. Implacablement, il emboîte les uns dans les autres les éléments du puzzle.

Son origine sociale de petit pauvre. L'assassinat de son frère, plombé à mort par le proprié-

taire de l'automobile dont il téléphonait l'essence. La pression d'une opinion publique qui, pour pouvoir continuer à roter et à tuer en toute bonne conscience avait besoin de voir en la famille Knobelspiess une fraternité de délinquance. Le refus de la police et du juge d'instruction de suivre les pistes menant tout droit à l'innocence de Roger. Les certitudes imbéciles et la veulerie d'une magistrature couchée et rampante... Au bout du compte, Knobelspiess en arrive tout naturellement à la conclusion que l'erreur judiciaire dont il est l'objet n'est nullement une erreur. Certes, la justice de ce pays ne condamne pas tous les jours des innocents à quinze ans de prison. Les Knobelspiess, Agret et autres Debrielle sont des cas limites. Cela étant, tout dans l'institution judiciaire concourt à l'injustice et donc à l'erreur judiciaire. Justice de classe, dure aux pauvres et pleine de mansuétude pour les puissants, l'institution judiciaire sue l'erreur comme le prolétaire la plus-value.

Enfin, par son extraordinaire capacité à lier le sentiment et l'analyse, ce livre est tout le contraire d'une marchandise culturelle à consommer les pieds au chaud et les yeux dans la bière. Il interpelle tous ceux qui ne se résignent pas à supporter l'insupportable. Il incite à l'action. Pour sortir son auteur de l'enfer ! Pour raser l'édifice judiciaire et carcéral ! Pour détruire à jamais le Vieux Monde !

Un livre à lire, donc ! C'est celui de l'un des nôtres !

Jean-Marc RAYNAUD

De quoi crève l'intelligence ?

Depuis bientôt 15 ans, Richard Martin essaye de faire un théâtre différent et chaque fois il y parvient. (*Le Journal d'un Fou, Le funambule, Show les Larrons, Elle est pas belle, la vie !*, etc.)

Lorsque la municipalité de Marseille lui a confié le Théâtre Axel Toursky, en 1970, il s'est efforcé de faire de ce lieu un lieu de rencontres, d'échanges, où les amis aimaient à se retrouver autour de spectacles de qualité.

Pour Richard Martin, « l'organisation de la culture ne doit pas se faire dans les salons, mais à partir des hommes d'expression qui vivent sur le terrain, qui en connaissent la réalité et qui ne se soucient guère des notes de bonne conduite que le pouvoir décerne à ces bons élèves qui ont appris tout seuls à nouer leur bail- lon ».

C'est pourquoi il présente aussi des spectacles dans les cités HLM de Marseille (spectacles pour les gosses, entre autres...)

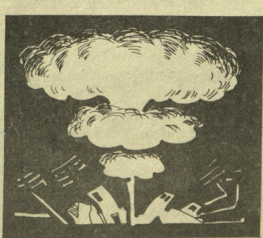
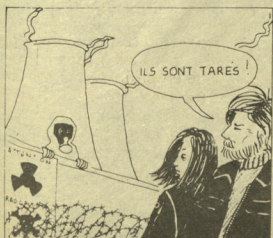
Aujourd'hui, rien ne va plus. Pas de crédits suffisants pour un théâtre en marge de la « culture d'Etat ».

Richard Martin a fait une grève de la faim, dans une nacelle, pour sa dernière représentation. Plus de 16 000 personnes ont déjà signé ses cartes de soutien. L'ami de toujours, Léo Ferré a donné un concert gratuit en soutien, d'autres le soutiennent également : Tachan, Renaud, Devos, Zouc, Bedos, Lavilliers, etc.

Le théâtre Toursky doit vivre ! Le soutien doit se faire aussi à Paris.

Gilbert

LA TARE



DE LA DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE AU FÉDÉRALISME LIBERTAIRE

L'AUTRE soir, à l'occasion de l'ouverture officielle de la campagne présidentielle, je regardais la télévision. Ils étaient tous là. Un portrait de famille qui défilait, régulier et monotone, devant mes yeux. L'hydre à dix têtes ! Et à part deux ou trois d'entre eux, avec une technique différente, assurément, tous disaient la même chose. Le chômage, la sécurité, l'inflation, les impôts, les dangers extérieurs, l'insuffisance des autres, et comme conclusion : votez pour moi et vous allez voir ce que vous allez voir ! Deux, pourtant, essayaient de s'inscrire en dehors du circuit classique. Il faut changer de vie, disait Brice Lalonde. Bien sûr, mais la vie s'inscrit dans un milieu. Impossible de changer de vie sans changer de milieu, et ceux qui profitent de ce milieu ne permettront pas qu'on le change; il faudra les y contraindre et cela ne se fera pas avec des bulletins de vote. Quel que soit l'élu, disait Arlette Laguiller, rien ne changera de la situation des travailleurs, et c'est vrai, mais alors, pourquoi participer à cette comédie qui réanime ce régime parlementaire qui, sous le couvert de la démocratie, perpétue les privilèges de classe.

En entendant nos candidats, je me faisais la réflexion que la pratique de la démocratie parlementaire est le tranquillisant qui bouche tous les horizons d'évolution de la société française. Et j'entendais alors dans mon oreille cette réflexion idiote, parce que péremptoire : « Alors, vous préférez le fascisme ? » Tout le problème est là ! Pour la classe politique, il n'y a pas, en dehors de la démocratie parlementaire, d'autre voie qu'un régime autoritaire supprimant toutes les libertés. Ces libertés qui existent d'ailleurs en démocratie, mais qui ne peuvent être une réalité que si vous avez les moyens de les acheter. Sinon, ces libertés défilent devant vos yeux comme un programme de télévision ! On comprend d'ailleurs la classe politique qui, en cas de victoire, s'installera dans des fauteuils laissés vides, mais on comprend moins que la population se rallie à ce processus qui dénote un manque d'imagination... ou trop d'imagination peut-être !

Ne nous faisons pas d'illusions... et ne braillons pas comme Marchais : « Les travailleurs veulent... ». Prêter à la population notre manière de voir est ridicule. La population marche et marchera comme un seul homme le 10 mai, pour des raisons multiples qui sont celles qui ont permis aux sociétés qui ont précédé celle-ci de se continuer... et dont la fin se règle, non pas dans l'enceinte des Sénats, fussent-ils aussi prestigieux que celui de Rome, mais dans la rue ou sur les champs de bataille. La population est aujourd'hui cramponnée à la démocratie parlementaire. Pourquoi ? Il y a naturellement la formidable propagande déployée depuis l'école par l'Etat, celle répandue par l'appareil des partis, celle insinuée sur les lieux de travail par tous ceux qui bénéfi-

cient, ne fût que d'une parcelle, des avantages qu'elle procure. Il y a les habitudes qui deviennent une seconde nature et qui conduisent à chercher des solutions dans un cadre considéré comme immuable. Mais il y a surtout la peur !

Cette peur est une peur-panique, de la part des citoyens, de voir dérangé leur plan de vie. Nous avons connu des temps où la misère jetait les hommes affamés dans la rue. Nous connaissons une époque où une partie de la population jouit des gadgets autrefois réservés à la classe dirigeante. Elle s'y cramponne, sans bien se rendre compte que cette classe dirigeante ne lui a pas permis d'accéder aux miettes du festin pour ses beaux yeux, mais simplement pour l'introduire dans un circuit

La démocratie parlementaire restreint toutes les libertés. Dans le domaine de l'élection d'un Président de la République, elle est une loterie, un pari. Si ce pari, sur ce personnage, ses capacités, son énergie, son honnêteté, est perdu, il faudra supporter l'homme sept ans ! Il bénéficiera d'ailleurs de la complicité de la classe parlementaire qui fera tout pour atténuer les désillusions, non pas sur l'homme, mais sur le système dont elle se nourrit.

On l'a bien vu à propos de l'affaire des diamants; l'opposition a fait juste ce qu'il fallait, du bout des lèvres, pour déconsidérer la politique de Giscard sans toucher au régime, somptueux trésor pour une minorité qui désire devenir une majorité. Elle est, par l'espérance qu'elle

manifeste à chaque instant, sur des projets qui le concernent, et les délégations qu'il consent pour coordonner les efforts de tous doivent être limitées à un projet et non par délégation permanente sur des projets jamais discutés par les intéressés eux-mêmes. Cette forme d'organisation, qui n'est plus la démocratie parlementaire ou la démocratie-loi du nombre, porte un nom : c'est le fédéralisme libertaire. Ses deux piliers sont la commune dans le pays et l'organisation des travailleurs dans l'entreprise, c'est-à-dire l'autogestion.

On a beaucoup parlé ces dix dernières années de l'autogestion, et chaque groupe politique a essayé d'extraire de cette formule à la mode tout le suc élec-

en passant par les communautés nées de 1968 et qui ont aujourd'hui disparu. L'autogestion n'est pas le chemin qui mène à la révolution, elle en est le fruit. La raison ? Elle saute aux yeux : les habitudes, les us et coutumes, l'attrait de la société en place qui est devenue une seconde nature !

Si l'autogestion est l'organisation d'une structure socialiste de production et de distribution, le fédéralisme libertaire est le lien de coordination nécessaire entre toutes les activités humaines. A partir de la commune, lieu géographique de réunion et de décision de la vie économique, sociale et culturelle, s'élaborent les besoins de la population !

Les mécanismes d'une société obligent les hommes à des comportements qui leur permettent de s'installer dans un milieu donné. Une société d'où la cellule de base est la commune, la méthode d'organisation du travail l'autogestion, le lien de coordination le fédéralisme libertaire et le but un socialisme d'égalité et de liberté, est obligatoirement une civilisation différente dont la production sera différente, qui supprimera les privilèges de classe ! Elle n'accouchera pas d'une élection quelconque, mais de la lutte sans merci entre les exploités et leurs exploités. Je sais, ces termes peuvent paraître désuets à certains, pourtant ça ne s'est jamais passé autrement dans l'histoire, mais ceux-là se sont déjà résignés à subir, quel que soit le vocabulaire dont ils se servent !

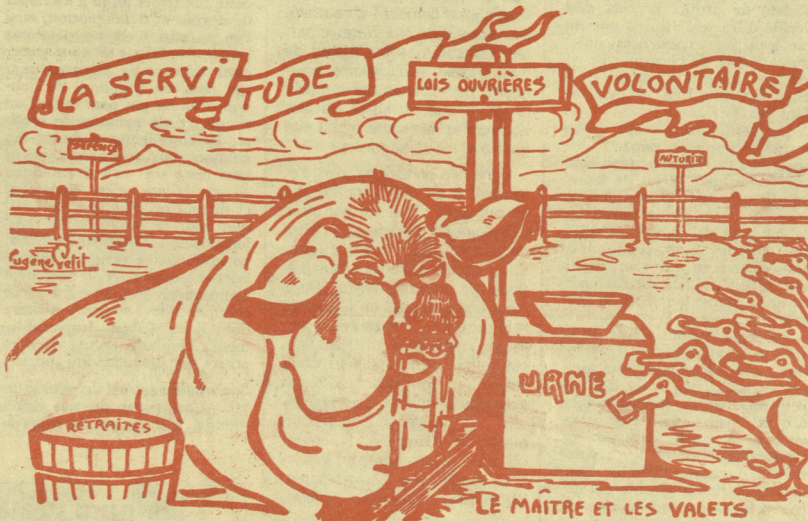
Cette lutte passe par la dégradation d'un système qui ne réussit plus à trouver son équilibre. Elle ne sera pas le fruit d'une population décidée à innover sur l'autel de la liberté, de la patrie, de la justice !... Elle sera le fruit de la nécessité. Les révolutions ne se déterminent pas dans les sièges des partis révolutionnaires. Elle naît dans la rue de la colère du peuple, et les partis courent derrière, soit pour récolter quelques miettes, soit pour mettre la main sur le frein !

Le travail du mouvement révolutionnaire, c'est de rassembler les énergies sans illusions sur la démocratie parlementaire, de prendre la parole et de poser sa candidature pour la relève économique et sociale qu'elle impose. Il faut qu'il le fasse rapidement et clairement. Un vieux monde est en train de crever. Le mouvement révolutionnaire n'est pas seul à y penser. D'autres aussi se préparent à la relève du capitalisme libéral de marche, d'autres qui s'apprennent sous d'autres formes, fasciste ou stalinienne, à reprendre à leur compte l'héritage, non pas pour le démanteler, mais pour l'adapter à d'autres formes d'organisation qui laisseront en place l'exploitation de l'homme par l'homme.

Seuls, le socialisme libertaire appuyé sur la commune, l'autogestion, le fédéralisme libertaire peuvent y faire obstacle.

Il faut le dire pour que ça se sache !

Maurice JOYEUX



économique qui, en échange, la maintient assujettie au système de classes. Et c'est cette peur du dérangement, peur intellectuelle autant que peur de perdre les avantages acquis, qui poussent la population à préférer des chaînes dorées plutôt que pas de chaîne du tout, ce qui la laisserait comme un animal asservi, épouvanté par une liberté dont elle ne saurait que faire.

Ce que nous pouvons faire, nous, au cours de cette campagne, c'est de dire la vérité, c'est-à-dire que, dans le cadre des rapports qui existent entre les différentes couches de la population et compte-tenu du partage hiérarchique du revenu national, aucun des candidats n'est en mesure, s'il est élu, de juguler la crise, dont le caractère est international, aussi bien que de partager équitablement le fruit du travail de la collectivité. Cela nécessite une transformation des rapports entre la population et l'économie dont nous avons souvent parlé dans ce journal, mais cela nécessite également une transformation des structures qui donne à la liberté un contenu réel qui n'a rien de commun avec la fortune ou avec la position sociale dans le système, et c'est à partir de là seulement qu'il est possible de faire face aux problèmes qui nous assaillent.

donne à quelques-uns qu'enfin leur tour viendra de dominer les autres, la drogue douce du capitalisme, qui reste libéral jusqu'au moment où sa survie l'oblige à employer la trique !

Il faut proclamer que la démocratie parlementaire n'est pas la seule forme de démocratie possible et que la démocratie communale, par exemple, qui eut ses lettres de noblesse au début du Moyen-Âge, son champs de gloire avec la première Commune de Paris en 1790 et son martyrologue en 1871 est, parmi d'autres, une forme de démocratie. Il faut dire que la démocratie est virtuelle lorsqu'elle est seulement politique et sociale. Il faut dire également que la démocratie coupe le pays en tranche. Elle sépare la population en minorité et en majorité violemment opposées. Elle n'est pas, malgré ce qu'en ont dit les anciens, la seule et la meilleure forme d'organisation des hommes dans la liberté, la justice et l'égalité. Elle est délégation permanente d'un geste, le vote circonstanciel et on le voit au résultat des sondages. Ce n'est pas une fois de temps en temps, à l'occasion d'une grande messe de la République, que le citoyen doit manifester sa volonté, car les hommes étant ce qu'ils sont, il le fera sous l'emprise du mo-

toral possible. Rappelons que l'autogestion, qui n'est rien d'autre, sous un terme différent, que le vieux socialisme utopique et libertaire du milieu du siècle dernier, est une méthode d'organisation de la production et des échanges à partir de la participation de tous à la détermination et à l'organisation du travail collectif. Elle protège la liberté de tous, mais elle n'est efficace que dans la mesure où elle est, à l'intérieur de l'entreprise, le reflet de la suppression des hiérarchies économiques.

Dans la mesure où les travailleurs, comme le proposent certains partis de gauche, autogèrent une entreprise où il existe encore des hiérarchies économiques et de fonctions, ils gèrent simplement, à la place de leur patron, leur propre exploitation.

Enfin, l'autogestion, pour des raisons semblables à celles que j'évoquais au début de ce texte, est impossible dans le cadre d'une économie capitaliste. On n'autogèrera pas plus des entreprises au sein d'une société capitaliste libérale qu'on a réussi à gérer des communautés dans le même cadre. Toute l'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que tous ces essais du socialisme gestionnaire ont sombré dans le désordre et l'impuissance depuis Icarie jusqu'à Lip,